

1



2

Pour une Transition Juste qui
Profite aux Travailleurs et
Travailleuses



3



4



5



EFFAT

Élections Européennes de 2024
Pour une Europe plus
juste pour les salarié(e)s #CallingEU

Pour une Transition Juste qui Profite aux Travailleurs et Travailleuses

Quel est le contexte?

Les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et du tourisme contribuent de manière significative au changement climatique tout en étant fortement impactés par ses effets.

D'année en année, les effets du changement climatique deviennent de plus en plus catastrophiques. Il est essentiel d'inverser cette tendance pour sauver notre planète et protéger nos emplois et les droits des salarié(e)s.

Les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et du tourisme contribuent de manière significative au changement climatique tout en étant fortement impactés par ses effets. Il est essentiel d'aborder la question de la durabilité à la fois dans notre chaîne alimentaire et dans le secteur du tourisme afin de trouver une solution à la crise climatique. Les phénomènes météorologiques extrêmes ont des effets majeurs sur la santé et la sécurité des travailleurs et travailleuses représenté(e)s par l'EFFAT et constituent déjà une menace pour la sécurité de l'emploi.

Toutefois, si la poursuite de la transition verte est essentielle pour la durabilité environnementale, elle peut entraîner des perturbations dans les secteurs de l'EFFAT, susceptibles de se traduire par des pertes d'emplois, l'émergence de nouveaux modèles d'entreprise et la nécessité pour la main-d'œuvre d'acquérir de nouvelles compétences.

Pour faire face à ces risques, il est impératif de renforcer le droit aux négociations collectives et de veiller à ce que toutes les politiques environnementales comportent une dimension sociale ambitieuse pour anticiper le changement et favoriser la création d'emplois de qualité.

En un mot, nous avons besoin d'une **Transition Juste!** Une transition utilisée comme une opportunité de combattre le travail précaire et de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité : des emplois stables, avec des salaires équitables et des conditions de travail bien meilleures.

Nous avons besoin d'une transition juste qui fait face à la crise climatique tout en offrant la possibilité de promouvoir des emplois de qualité.

L'EFFAT demande une Europe Plus Juste pour les Travailleurs et Travailleuses

Pour une Transition Juste qui Profite aux Travailleurs et Travailleuses

Pourquoi l'UE doit-elle intervenir?

Le « Pacte vert pour l'Europe » et la stratégie dite « de la ferme à la table » définissent la vision de l'UE en matière de neutralité climatique. Bien qu'elles soient cruciales pour l'avenir de notre continent, ces politiques subissent actuellement des attaques et manquent d'acceptation sociale. Les raisons sont multiples.

La perception dominante est que la transition verte en Europe a été imposée au détriment des plus vulnérables, qui doivent supporter les coûts de sa mise en œuvre. En outre, l'absence d'évaluation effective de l'impact positif de ces politiques sur l'emploi compromet leur valorisation.

Ces lacunes alimentent les fondements des discours populistes d'extrême droite contre la science, contre les salarié(e)s et contre l'avenir des jeunes générations. À défaut d'un changement d'approche, l'ensemble de l'ambition

L'UE doit changer d'approche et elle porte la responsabilité d'élaborer une stratégie cohérente de lutte contre le changement climatique qui tienne compte des besoins des citoyen(ne)s et des salarié(e)s.

climatique de l'UE intégrée dans le Green Deal risque d'être marginalisée, ce qui laisse entrevoir la perspective inquiétante de devoir faire face à la crise climatique sans disposer d'une politique solide pour y remédier.

L'UE a la responsabilité d'agir moyennant une stratégie cohérente contre le changement climatique, une stratégie qui sera acceptée en plaçant les citoyen(ne)s ainsi que les travailleurs et travailleuses au centre de ses préoccupations.

Au cours du mandat précédent, l'UE a changé de cap sur les engagements ambitieux qu'elle avait pris dans le cadre du « Pacte Vert » et de la stratégie dite « de la ferme à la table », qui souffrent aujourd'hui d'un manque d'acceptation sociale.

Comment l'UE peut-elle agir?

La transition juste consiste à rendre nos secteurs plus écologiques tout en renforçant les négociations collectives, en favorisant l'égalité des sexes et la démocratie sur le lieu de travail. Il s'agit également de veiller à ce que la transition verte bénéficie à tous sans exacerber les inégalités.

L'EFFAT demande une Europe Plus Juste pour les Travailleurs et Travailleuses

Pour une Transition Juste qui Profite aux Travailleurs et Travailleuses

Pour parvenir à une véritable transition juste dans nos secteurs, la prochaine législature de l'UE devrait se concentrer sur les priorités suivantes :

1. Traiter les problèmes sectoriels préjudiciables aux salarié(e)s et à l'environnement :

De nombreux problèmes affectent les conditions de travail tout en contribuant à la dégradation de l'environnement.

Pour le secteur agroalimentaire, ces problèmes sont notamment les suivants :

- **La concentration du pouvoir dans toute la chaîne alimentaire :** Les grands acteurs (détaillants alimentaires, chaînes de supermarchés, géants de l'alimentation, entreprises agrochimiques) utilisent leur pouvoir de négociation contre les petits (par exemple, les petit(e)s agriculteurs/trices, les salarié(e)s de l'agroalimentaire), les poussant à la pauvreté ou à des pratiques non durables pour gagner leur vie. Ce processus de concentration constitue également une menace pour la sécurité alimentaire et l'accessibilité des denrées alimentaires.
- **Court-termisme et maximisation de la valeur actionnariale :** Il s'agit de fonds d'investissement privés, de spéculateurs et d'investisseurs financiers de plus en plus attirés par le secteur agroalimentaire. L'UE devrait s'attaquer au court-termisme, qui va à l'encontre de la nature et de la société. C'est particulièrement vrai dans un secteur

dont l'objectif principal devrait être de nourrir avec des aliments nutritifs et sains une population croissante dans un monde aux ressources limitées.

- **Une approche non durable des accords commerciaux:** Le commerce international ne devrait jamais conduire à une concurrence déloyale et à un nivellement par le bas en termes de droits et de conditions de travail. Au contraire, les accords commerciaux devraient être un outil de lutte contre les inégalités et de défense de la souveraineté alimentaire.

Pour le **secteur du tourisme**, ces questions sont notamment les suivantes :

- **Le tourisme de masse :** Le tourisme de masse prospère sur la base d'un modèle fondé sur les bas salaires et le travail précaire qui se traduit par des impacts négatifs sur l'utilisation des sols, l'augmentation des déchets, la pollution, la perte d'habitats naturels et les dommages physiques causés aux zones naturelles et marines.
- **Une économie de plateforme incontrôlée :** La situation largement non réglementée de l'économie de plateforme à travers l'Europe expose le côté obscur de la numérisation. Cette tendance nuit à la stabilité de l'emploi et compromet la qualité des services fournis.

2

Pour une Transition Juste qui Profite aux Travailleurs et Travailleuses



2. Intégrer les considérations sociales dans les politiques environnementales :

Toutes les politiques environnementales, qu'elles soient adoptées au niveau institutionnel ou poursuivies par une entreprise spécifique, doivent comporter une dimension sociale solide afin de garantir une mise en œuvre équitable. Cette dimension devrait inclure :

- **Des évaluations rigoureuses de l'impact socio-économique :** L'une des principales lacunes des politiques et dossiers environnementaux de l'UE (par exemple, le Pacte Vert, De la ferme à la table, Fit for 55) est l'absence d'une évaluation complète de leur impact sur l'emploi et les conditions de travail.
- **Une gouvernance claire de la transition avec la participation des syndicats :** L'anticipation et le suivi du changement seront essentiels pour assurer une transition équitable. L'implication des partenaires sociaux constituera une étape décisive, car le retour d'information des syndicats européens, nationaux et locaux et des organisations patronales est essentiel pour élaborer des prévisions précises et minimiser les impacts négatifs potentiels.

3. Lier le soutien financier accordé aux entreprises à des conditions sociales :

Les ressources nécessaires à la transition doivent être assorties de conditions sociales. L'EFFAT ne s'oppose pas à l'octroi d'un soutien économique aux employeurs pour rendre les opérations et les chaînes d'approvisionnement des entreprises plus écologiques. Au contraire, la transition verte nécessite des ressources importantes et l'UE et les États membres devraient y investir massivement. Dans le même temps, l'EFFAT encourage un examen minutieux des dépenses et insiste sur le fait que les fonds européens et nationaux associés à la transition verte ne devraient pas être alloués à des employeurs qui ne respectent pas les droits des salarié(e)s ou négligent les investissements dans des emplois de qualité.

4. Introduire une législation européenne sur les températures maximales au travail et un droit à la transition d'un emploi à l'autre :

Le changement climatique a déjà un impact sur la santé, la sécurité et la sûreté de l'emploi des salarié(e)s. Les stratégies d'atténuation visant à décarboniser et à renforcer la durabilité de nos secteurs doivent être complétées par des stratégies d'adaptation.

L'EFFAT demande une Europe Plus Juste pour les Travailleurs et Travailleuses

2

Pour une Transition Juste qui Profite aux Travailleurs et Travailleuses

L'adaptation au changement climatique suppose de se préparer et de s'adapter aux effets actuels et prévus. Ces stratégies devraient également tenir compte des effets du changement climatique sur les emplois et les conditions de travail, en incorporant des garanties essentielles telles que:

Un outil législatif contraignant pour l'UE sur les températures maximales au travail: L'exposition à une chaleur extrême peut entraîner des maladies et des blessures professionnelles. Le stress thermique peut se traduire par un coup de chaleur, un épuisement dû à la chaleur, des crampes ou des éruptions cutanées. Chaque travailleur/euse a le droit de travailler à des températures sûres. Les conditions météorologiques dépassant les frontières nationales, il est impératif d'agir au niveau européen. L'EFFAT demande instamment la mise en œuvre d'une législation européenne établissant des températures maximales au travail. Cette législation devrait inclure des dispositions relatives à la réduction des heures de travail et à l'allongement des pauses en cas de températures élevées. Les employeurs doivent être obligés d'installer des systèmes de ventilation efficaces pour les salarié(e)s travaillant à l'intérieur, et la compensation des heures/jours perdus en raison d'événements climatiques extrêmes doit être couverte par le système de protection sociale et financée par les pouvoirs publics.



Un droit à la formation et à la transition d'un emploi à l'autre : La main-d'œuvre des secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des hôtels cafés restaurants aura besoin de programmes de formation, de formation continue, de perfectionnement et de reconversion pour acquérir différentes qualifications et renforcer l'employabilité, car leur emploi risque de disparaître ou de changer en raison du changement climatique.



L'EFFAT demande une Europe Plus Juste pour les Travailleurs et Travailleuses

Pour une Transition Juste qui Profite aux Travailleurs et Travailleuses



Une transition JUSTE au service des travailleurs et des travailleuses :

- Traite des questions sectorielles préjudiciables aux salarié(e)s et à l'environnement
- Intègre une dimension sociale dans toutes les politiques environnementales
- Réglemente des températures maximales au travail par le biais d'une initiative contraignante de l'UE

L'EFFAT est la Fédération européenne des syndicats de l'alimentation, de l'agriculture et du tourisme, qui représente également les travailleurs/euses domestiques.

En tant que Fédération syndicale européenne représentant 116 syndicats nationaux de 37 pays européens, l'EFFAT défend les intérêts de plus de 25 millions de travailleurs/euses auprès des institutions européennes, des associations patronales européennes et des entreprises transnationales. L'EFFAT est membre de la CES et l'organisation régionale européenne de l'UITA.

L'EFFAT demande une Europe Plus Juste pour les Travailleurs et Travailleuses

Élections européennes
de 2024:
#CallingEU
eu24.effat.org



 @EFFAT_org

 @EFFATPress

 @EFFAT_org

 @EFFAT



EFFAT

European Federation of
Food, Agriculture and Tourism Trade Unions

Avenue Louise 130a, 1050 Brussels, Belgium

www.effat.org